

Halte à la justice politique!

Les Français adorent donner, en levant un index vertueux, des leçons de morale au monde entier. On conviendra qu'il y a beaucoup à dire sur les régimes russe, chinois, turc, etc. Nous devrions cependant méditer plus souvent la célèbre parole du Christ: « Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère mais n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans le tien ? »

La poutre de la parabole, c'est l'état de la justice française, de plus en plus partisane, qui n'est pas sans rappeler, dans certains cas, celle qui prévaut dans les républiques bananières. Loin de nous l'envie de rouscailler ou de pleurnicher sur les ennuis judiciaires de M. Balkany: en l'espèce, il faut que justice passe. Mais comment ne pas éprouver un malaise devant l'acharnement judiciaire dont sont victimes plusieurs personnalités politiques ?

Edifiant est le cas de Nicolas Sarkozy, l'ami de Patrick Balkany. Bête noire de l'ancien président sous son quinquennat, l'auteur de ces lignes, qui ne saurait être taxé de sarkozysme, n'en est que plus à l'aise pour s'indigner de l'attitude de la justice à son égard. Comme si elle voulait le mettre hors jeu, elle fait preuve d'un acharnement certain, avec le raffinement des experts en supplices chinois. Qu'il ne soit pas blanc-bleu, comme l'attesterait, selon les juges, son usage immodéré de coupures de 500 euros, c'est possible. Mais ne sortent-ils pas de leur rôle en essayant de l'abattre par tous les moyens ?

M. Sarkozy avait prévu d'effectuer son grand retour sur la scène politique après l'échec annoncé de la liste LR aux européennes. La preuve ? Il avait déclaré à propos des Républicains: « *Je les aime beaucoup, mais ce n'est plus mon quotidien.* » Comme l'ancien président est du genre à dire, la main sur le cœur, le contraire de ce qu'il va faire, la déduction crevait les yeux: cet « homme providentiel » professionnel allait bientôt se dévouer (encore une fois) pour « sauver » sa famille politique. Dans cette perspective était prévue la publication d'un nouveau livre, son quatrième, une piquante sarkozynade à sucres: « Passions ». Le farceur !

La justice a mis ce beau plan média à l'eau. Comme l'écrivait La Fontaine à propos de la chute du pot au lait de Perrette: « Adieu veau, vache, cochon, couvée. » Adieu, la présidence de LR. La Cour de cassation a décidé d'envoyer M. Sarkozy en correctionnelle pour corruption: l'ancien président est soupçonné

d'avoir tenté, en 2014, de suborner un haut magistrat à qui il aurait soutiré des informations confidentielles au sujet de l'affaire Bettencourt, qui, croyait-il alors, le menaçait. Tout ça en échange d'un coup de pouce pour la nomination à un poste prestigieux à Monaco, ce qu'il n'a finalement pas fait. En somme, une histoire de corneculs.

Il y a, comme dirait l'autre, congrès sous rocher. Résumons. Les magistrats avaient mis sur écoute Nicolas Sarkozy et son avocat, Thierry Herzog, dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement de sa campagne présidentielle de 2007 par la Libye de Mouammar Kadhafi. Ils sont tombés par hasard sur l'affaire de trafic d'influence présumé, en déployant des écoutes au long cours, « à filets dérivants », sur les téléphones « secrets » des deux hommes. Elles ont permis d'accrocher l'ancien chef de l'Etat qui, pour l'occasion, se faisait appeler Paul Bismuth. Et voilà une nouvelle casserole à ses basques. Quand on enquête à charge, on ne mégote pas: tout est bon dans le cochon !

Avec ses journaux officiels, « Le Monde » et Mediapart, le Parquet national financier (PNF) est devenu une machine de guerre contre à peu près tout le monde, mais surtout la droite, à l'exception du pouvoir en place, qu'il ménage soigneusement. Incarnation de la justice politique, il entend en finir avec Nicolas Sarkozy en menant sur lui, avec l'indolence d'une limace rhumatique, plusieurs enquêtes simultanées. Après avoir mis hors jeu François Fillon lors de la dernière campagne présidentielle ou cherché en vain des poux à Jean-Claude Gaudin à Marseille, le voici qui vient de s'inviter sans vergogne dans la bataille des municipales à Lyon en ouvrant une enquête, à moins d'un an du scrutin, sur un éventuel détournement de fonds publics prétendument perpétré par Gérard Collomb, le maire, au profit de son ex-compagne. Message reçu ? Voilà ce qu'il en coûte d'avoir mauvais esprit ! Et pourtant nous ne sommes pas en Turquie ni au Venezuela !

Les sicaires du PNF, d'ordinaire si molasses, n'auraient-ils pas pu attendre un peu, par décence ? Au rythme où vont les choses, les auditions auront lieu pendant la campagne des municipales et l'ordonnance de renvoi sera publiée la veille du second tour. Ça s'appelle une ingérence judiciaire et c'est indigne d'une démocratie comme la nôtre. M. Macron devrait y penser avant que le PNF, pour se refaire une santé, se retourne un jour contre les siens ■